



L'austérité ça suffit ! 26 janvier 2016 en grève dans l'unité !

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU de la Fonction Publique estiment que, si la négociation salariale qu'elles réclament depuis plusieurs années est bien confirmée pour le mois de février, elle ne se présente pas dans de bonnes conditions.

En effet, en faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 avec quasiment aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, le gouvernement annonce la couleur : la politique d'austérité continue... et ce n'est pas la nôtre ! De surcroît, les déclarations se multiplient sur les difficultés de la relance, une croissance toujours en berne, qui laissent très mal augurer de ce rendez-vous salarial.

S'ajoutent à cela, la poursuite à une vitesse effrénée et sans réelle négociation, de nombreuses réformes (collèges, territoriales, santé...) qui, si elles sont mises en œuvres, vont avoir de nouveaux et graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et aggraver encore les conditions de travail des personnels.

Enfin, de nombreux secteurs de la Fonction publique, pourtant essentiels au progrès social et à la population, restent confrontés à des sous effectifs absolument insupportables.

C'est pourquoi, les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU appellent à faire grève et à manifester :

- pour une significative augmentation de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010 (8% de perte de pouvoir d'achat),
- pour des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,
- pour le développement des emplois publics statutaires par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin, pour lutter contre la précarité,
- pour des moyens financiers à la hauteur des besoins d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale,
- pour un service public hospitalier de qualité assurant l'accès aux soins pour tous sur l'ensemble du territoire,
- pour une Education nationale garantissant les mêmes droits pour tous nos enfants à l'inverse de la territorialisation de l'Ecole et de la réforme du collège organisée par le gouvernement,
- contre la remise en cause de l'avancement d'échelon automatique et l'allongement des carrières.

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU appellent dès à présent chaque fonctionnaire et chaque agent public qui partage ces revendications à se mettre en grève le 26 janvier prochain pour exprimer son ras-le-bol et faire pression sur le gouvernement pour que celui-ci tienne compte des attentes et des revendications exprimées par l'ensemble des agents des 3 fonctions publiques.

Elles appellent l'ensemble des agents à préparer la grève, en se rassemblant lors d'assemblées générales ou autres réunions d'information syndicale.

Manifestation Mardi 26 janvier 2016

Place de la Liberté à Tours à 10H00.

Pour l'urgence sociale, non à la République sous état d'urgence !

Depuis les attentats du 13 novembre dernier, la France vit sous des contraintes exceptionnelles liées à l'état d'urgence.

Depuis plusieurs semaines, son application a révélé un usage sans limites, hors contrôle judiciaire, par les forces de police de leurs nouveaux pouvoirs dont l'interdiction de manifestations.

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU dénoncent ces atteintes aux libertés et refusent tout prolongement de cet état d'urgence.

Les mesures ne doivent être prises que dans un cadre judiciaire lié à la lutte contre le terrorisme et non à l'encontre de mouvements sociaux au moment où se poursuit la mise en oeuvre de toutes les contre-réformes.

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU exigent le retrait immédiat de toutes ces contre-réformes, ainsi que l'arrêt des poursuites et des sanctions contre les militants syndicaux.

Dans ce contexte, les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU dénoncent aussi avec force, la condamnation des 8 salariés de Good Year à des peines de prison ferme, et plus largement toutes les atteintes à la liberté d'action syndicale et toute velléité de criminaliser des salariés qui ne défendent que leur travail et leur dignité, comme à Air France.

Fait à Saint-Avertin le 13 janvier 2016